

Publications périodiques

Comptes annuels

FORTIS LEASE FRANCE

Société Anonyme au capital de 94 669 495 €.
Siège Social : 12 rue du port – 92000 Nanterre.
351 382 429 R.C.S. Nanterre.

Comptes annuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2018

I. — Bilan comparé

(en milliers d'euros)

Actif	2017	2016
Caisse, banques centrales, CCP	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	104 441	109 390
Opérations avec la clientèle	53 471	48 356
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	32	32
Crédit-bail et location avec option d'achat	411 344	534 588
Location simple	10 880	11 709
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	1	2
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	5 294	11 057
Comptes de régularisation	8 876	12 301
Total de l'actif	594 339	727 435

Passif	2017	2016
Banques centrales, CCP	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	275 411	371 770
Opérations avec la clientèle	132 892	170 952
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	12 615	13 494
Comptes de régularisation	4 989	7 243
Provision pour risques et charges	1 772	2 076
Dettes subordonnées	1 276	1 592
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	165 384	160 309
Capital souscrit	94 669	94 669
Primes d'émission	60 642	60 642
Réserves	5 912	5 912
Ecart de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et	1 596	1 935
Subventions d'investissement		
Report à nouveau	-2 849	42
Résultat de l'exercice	5 413	-2 891
Acompte sur dividendes	0	0
Total du passif	594 339	727 435

Hors bilan comparé 2017-2016	2017	2016
Engagements donnés	3 622	10 543
Engagements de financement	3 622	8 096
Engagements de garantie	-	2 447
Engagements reçus	25 498	40 148
Engagements de financement	-	3 000
Engagements de garantie	25 498	37 148
Engagements sur titres	-	-

II. — Compte de résultat comparé

(En milliers d'euros)	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	1 369	664

Intérêts et charges assimilés	-6 072	-8 047
Produits sur opérations de crédit bail et assimilés	114 542	108 032
Charges sur opérations de crédit bail et assimilés	-95 337	- 100 295
Produits sur opérations de location simple	6 719	6 105
Charges sur opérations de location simple	-10 582	-7 704
Revenus des titres à revenu variable	-	23
Commissions (produits)	-	-
Commissions (charges)	-239	-326
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	751	789
Autres charges d'exploitation bancaire	-125	-185
Produit net bancaire	11 025	- 943
Charges générales d'exploitation	-2 781	-2 698
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-1	-2
Résultat brut d'exploitation	8 243	- 3 643
Coût du risque	1 032	890
Résultat d'exploitation	9 275	- 2 753
Résultat courant avant impôt	9 275	- 2 753
Impôt sur les bénéfices	-3 862	-138
Résultat net	5 413	- 2 891

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice soit 5.413.127,61 € de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice	5.413.127,61 €
Dotation à la réserve légale	- 270.656,38 €
Report à nouveau de l'exercice précédent	- 2.848.812,89 €

Résultat distribuable	2.293.658,34 €
Distribution de dividendes (0,16 € X 13.524.214 actions)	- 2.163.874,24 €

Solde au report à nouveau	129.784,10 €

Le dividende de 2.163.874,24 € est payable au plus tard le 31 mai 2018 à raison de 0,16 € par action de 7 € de nominal.

Le montant des dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices est de :

	2014	2015	2016
Dividende distribué (en eur)	0,67 eur	1,42 eur	0,00 eur

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents ou représentés.

IV. — Annexes aux comptes sociaux

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

1. Faits marquants des exercices précédents

Les quatre SCI ont procédé au remboursement partiel de leur capital pour un montant global de 61 224 milliers d'euros par voie de remboursement.

2. Principes comptables et méthodes de présentation des comptes sociaux

Note 1 - Présentation des comptes

Les comptes de Fortis Lease France ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16, CRC 2005-04 et le règlement ANC n°2014-07 du comité de la Réglementation Comptable.

Les actifs ont été comptabilisés et évalués en appliquant le règlement 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable. L'amortissement et la dépréciation des actifs immobilisés ont été déterminés en respectant les termes du règlement 2002-10 de ce Comité, de même que les provisions pour dépenses de gros entretien.

Enfin, le règlement 2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable, le traitement comptable du risque de crédit, a également été appliqué.

Note 2 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

I - Comptabilisation des crédits accordés à la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe G de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

II - Comptabilisation des biens donnés en location et en crédit-bail

Conformément à l'annexe II de l'instruction de la Commission Bancaire N°90-01 du 1er avril 1990, Fortis Lease France inscrit à l'actif de son bilan social les immobilisations dont elle est propriétaire et qu'elle donne en location et en crédit-bail.

A) - Immeubles en crédit-bail

Valeur brute

La valeur brute des immeubles comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du terrain et des constructions ainsi que les frais d'acquisition.

Amortissement

Lors de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1996, du nouveau régime fiscal du crédit-bail, Fortis Lease France a décidé d'adopter le régime optionnel d'amortissement particulier qui permet d'adapter la durée d'amortissement de l'immeuble à la durée du contrat de crédit-bail. Dans ce cas, l'amortissement comptable est égal, pour chaque exercice, à la fraction du capital inclus dans le loyer annuel (amortissement financier). En 2000, Fortis Lease France a confirmé cette option conformément à l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1999 et aux articles 20 à 31 de l'instruction 4A6-00 du 5 juillet 2000.

Pour les immeubles acquis avant le 31 décembre 1995, la Société calcule, conformément à la réglementation particulière applicable aux SICOMI, l'amortissement selon le mode linéaire et sur des durées plus courtes que celles de droit commun, respectivement de 25 ans pour les immeubles de bureaux et 20 ans pour les autres immeubles.

Pour ces contrats, lorsque l'encours financier est supérieur à l'encours comptable de l'investissement, la différence alimente la réserve latente dont la constatation comptable apparaît uniquement dans la comptabilité financière et non pas dans les comptes sociaux annuels.

Les frais d'acquisition des immeubles en crédit-bail immobilier sont amortis financièrement depuis le 1er janvier 2000 (linéairement antérieurement et prorata temporis sur 5 ans) sur la durée du contrat.

Provision Article 64 (ancien régime)

Les immeubles en crédit-bail du secteur SICOMI donnent lieu à la constitution d'une provision Article 64, égale au maximum à la différence entre l'amortissement financier de l'investissement inclus dans les loyers et l'annuité d'amortissement comptable de l'immeuble.

Provision Article 57 (nouveau régime)

Le calcul de la provision, pour les contrats conclus à compter du 1er janvier 1996, repose sur une comparaison entre l'amortissement financier de l'investissement compris dans les loyers et les amortissements fiscaux et comptables que Fortis Lease France peut normalement déduire. Lorsque le total des sommes prises en compte pour la détermination du prix de levée d'option, qui sont comprises dans les loyers versés, excède le montant des amortissements normalement déduits au titre de l'immeuble et des frais d'établissement, Fortis Lease France constitue une provision spéciale dite "provision Article 57".

Immeubles temporairement non loués (I.T.N.L.)

Les immeubles, dont le contrat de crédit-bail est résilié juridiquement, sont transférés en immobilisations en location simple. Il en va de même pour les immeubles pour lesquels la société perçoit des indemnités d'occupation. Le mode d'amortissement des immeubles déclassés dans cette catégorie répond aux exigences des règles de droit commun. La règle spécifique des provisions Article 64 et Article 57 cesse de s'appliquer.

B) – Matériels en crédit-bail**Valeur brute**

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

Amortissement

Fortis Lease France ayant opté pour l'amortissement financier selon l'article 239 du C.G.I., les biens sont amortis sur la durée du contrat de crédit-bail. Dans ce cas, l'amortissement comptable est égal, pour chaque exercice, à la fraction du capital inclus dans le loyer annuel (amortissement financier).

C) - Immeubles en location simple**Valeur brute**

La valeur brute des immeubles comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du terrain et des constructions ainsi que les frais d'acquisition tel que prévu par le règlement 2004-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

Amortissement

Les immeubles gérés en location simple ont fait l'objet d'un découpage en fonction de la durée de vie des différents composants de ces immeubles. Les composants identifiés pour chaque immeuble sont :

- la structure
- les toitures
- les équipements techniques
- les agencements lourds
- les autres agencements

Ces composants sont amortis linéairement en fonction de leur durée de vie réelle.

En l'absence de spécificité de l'immeuble et notamment pour le retraitement des immeubles existants au 31 décembre 2004, les composants ont été amortis sur les durées suivantes :

- la structure	50 ans
- les toitures	30 ans
- les équipements techniques	25 ans
- les agencements lourds	25 ans
- les autres agencements	10 ans

Pour la mise en application des règlements 2002-10 au portefeuille d'immeubles existant, la valeur nette comptable des immeubles au 1er janvier 2005 a été réallouée aux différents composants et a servi de base à l'amortissement de ces composants selon leur durée résiduelle conformément à la position du comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité.

D) – Régime particulier des opérations financées et garanties par les SDR

Le résultat économique annuel des opérations de crédit-bail immobilier financées et garanties par les SDR correspond, par le mécanisme de garantie qu'elles accordent, au 1/15ème du résultat global du contrat d'origine.

En cas de résiliation du contrat de crédit-bail immobilier, l'immeuble est amorti en mode linéaire sur 20 ans (cette durée étant calculée depuis l'origine du contrat) et un complément d'amortissement est constaté pour couvrir la différence entre l'encours comptable et l'encours financier, de telle sorte que le cumul des dotations pratiquées jusqu'à la fin de l'exercice en cours soit rigoureusement comparable au cumul des amortissements financiers arrêtés à la même date. En cas de re-commercialisation en location simple, c'est la règle de droit commun décrite au paragraphe 2 qui s'applique.

E) – Matériels en location**Valeur brute**

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens.

Lorsque les biens sont éligibles au régime d'amortissement de l'amortissement dégressif celui-ci peut être pratiqué.

III – Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations corporelles

Elles sont amorties linéairement selon leur durée normale d'utilisation, à savoir :

- Constructions	30 ans
- Agencement et installations	10 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Frais d'acquisition	5 ans
- Matériel de bureau	5 ans
- Matériel informatique	3 ans
- Voitures de société	4 ans

Les immobilisations incorporelles

Elles sont constituées de :

- Les logiciels sont amortis sur un an, excepté le progiciel d'exploitation de l'activité immobilière Cassiopée qui fait l'objet d'un amortissement dégressif sur 3 ans.
- Le fonds de commerce repris lors de l'acquisition de la société Placement Bail à Marseille en 2001 qui fait l'objet d'un amortissement linéaire sur 7 ans afin de tenir

compte de la durée moyenne de vie du portefeuille repris.

- Le goodwill est amorti sur 5 ans.

- Le fonds de commerce repris lors de l'acquisition du portefeuille de la société Lombard est considéré comme la valeur actualisée de la marge future de celui-ci. Il s'amortit en parallèle avec ce portefeuille. Son amortissement est donc dégressif.

IV - Comptabilisation et rattachement des loyers

Les produits sont pris en compte au fur et à mesure de leur acquisition et sont perçus de façon constante au cours du contrat et en fin de période selon qu'ils sont à terme échus ou perçus d'avance.

Les créances clients sont enregistrées à la date de facturation et lorsque la facturation se rapporte à une date postérieure à la date de clôture, des produits comptabilisés d'avance sont constatés à due concurrence.

V - Opérations sur titres

A) - Titres de placement

Fortis Lease France souscrit principalement des titres de placement. Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais exclus. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable à leur valeur de marché qui peut être la valeur liquidative. Si le prix de marché est inférieur au prix de revient des titres, Fortis Lease France enregistre la dépréciation correspondante.

B) - Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Parts dans les entreprises liées » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

VI – Dépréciation des créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe G de l'annexe aux comptes

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

— Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2017.

VII - Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie

— Dépréciation d'immeubles en crédit-bail (sur lesquels Fortis Lease France a une quote-part de risque)

Conformément à la recommandation du Secrétaire Général de la Commission Bancaire (lettre du 21 octobre 1997) au Président de l'AFECEI, Fortis Lease France constate des provisions couvrant les moins-values latentes sur les immeubles faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail dès qu'il existe un risque probable que l'actif,

objet du contrat, demeure à terme la propriété de l'établissement bailleur pour une valeur comptable supérieure à sa valeur estimée.

– Dépréciation d'immeubles en location simple issus de contrats de crédit-bail

Les immeubles en location simple, loués sous forme de bail précaire ou vacants, ou dont la localisation et les potentiels de re-commercialisation ne sont pas favorables, font l'objet d'expertises immobilières et donnent lieu le cas échéant à une dépréciation, correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur vénale de l'immeuble.

– Dépréciation d'immeubles donnés en location simple

Les immeubles en location simple subissent une dépréciation dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. Si cette dernière (la plus haute de la valeur vénale et de la valeur d'usage) est notablement inférieure à la valeur nette comptable alors il sera constaté une dépréciation pour ramener les immobilisations corporelles à leur valeur actuelle.

– Dépréciation des biens donnés en crédit-bail mobilier

Les créances douteuses et les encours qui leur sont attachés font l'objet d'un examen individuel, de manière à déterminer avec la plus grande précision possible la probabilité de recouvrement des échéances impayées, compte tenu des cautions et garanties obtenues. Des dépréciations des immobilisations sont également enregistrées lorsque la valeur marchande des matériels est inférieure à leur valeur nette comptable.

– Dépréciation des encours de prêt

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance, en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

VIII - Engagements de retraite

Néant

IX - Provisions

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de FORTIS LEASE FRANCE à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

X - Subventions d'investissements

En sa qualité de propriétaire des immobilisations, Fortis Lease France peut percevoir des subventions d'investissements versées par différentes collectivités territoriales. Ces subventions ne constituent pas un produit pour Fortis Lease France mais viennent en diminution de l'assiette financière du crédit-bail immobilier.

- Traitement comptable

Fortis Lease France enregistre au passif de son bilan les subventions qui lui sont allouées. Lors de la mise en force du contrat, la subvention est transférée au compte de résultat au prorata du temps couru par rapport à la durée du contrat ; concomitamment, une dotation aux amortissements est comptabilisée, sur le bien objet de la subvention, ce qui a pour effet de neutraliser au plan du résultat l'incidence de ces subventions.

XI - Fonds de garantie à caractère mutuel

Fortis Lease France dispose d'un fonds de garantie à caractère mutuel créé en 1997. Il est administré dans le cadre d'une convention passée avec chaque preneur en crédit-bail immobilier.

Ce fonds a été alimenté par des versements fixés à 4 % des concours mis en place par Fortis Lease France. Il est affecté en garantie du paiement des sommes dues à Fortis Lease France par les preneurs de crédits-bails immobiliers.

XII - Fonds pour risques bancaires généraux

Fortis Lease France dote ce fonds pour couvrir les risques généraux de l'activité bancaire comme le prévoit le règlement CRB N° 90-02.

XIII - Instruments financiers à terme

Les instruments financiers à terme utilisés par Fortis Lease France sont des contrats d'échange de taux d'intérêt, ou de garantie de taux plafond. Ils sont conclus dans le cadre de la gestion globale du refinancement et de la couverture du risque de taux.

La fraction courue de la charge ou du produit de différentiel d'intérêts, décomptée en fonction de la situation connue à la clôture des taux de référence par rapport aux taux butoirs, est inscrite en charges à payer ou en produits à recevoir.

Les opérations conditionnelles sont enregistrées en hors-bilan pour leur montant nominal. Les primes payées ou encaissées sont inscrites en comptes de régularisation et reprises en charges et en produits au prorata du temps couru.

XIV - Fiscalité

a) Sicomi

Lors de l'absorption de Batical et de Sicomi Rhône-Alpes, de la fusion, Fortis Lease France a obtenu de la Direction de la Législation Fiscale un agrément l'autorisant à bénéficier du régime SICOMI pour les contrats qui relevaient de ce régime dans les comptes des sociétés absorbées.

Les contrats concernés sont ceux conclus avant le 31 décembre 1995.

La fraction des bénéfices provenant des opérations totalement ou partiellement exonérées d'impôt sur les sociétés, en application du régime de faveur, est obligatoirement distribuée à hauteur de 85 %. Le dividende ainsi déterminé n'est pas assorti de l'avoir fiscal et n'ouvre pas droit au régime des sociétés mères.

A l'inverse et conformément au nouveau régime de crédit-bail immobilier entré en vigueur au 1er janvier 1996, tous les contrats conclus depuis cette date sont soumis à l'impôt sur les sociétés selon le régime de droit commun. Le dividende qui y est attaché bénéficie donc de l'avoir fiscal.

Détermination du résultat imposable et du résultat exonéré

Fortis Lease France comptabilise, dans le secteur exonéré de l'impôt sur les sociétés, le résultat afférent aux opérations contractées avant le 1er janvier 1996 dans le cadre du régime fiscal des SICOMI et, dans le secteur taxable, le résultat dégagé par les opérations de financement contractées depuis le 1er janvier 1996.

Lorsqu'un immeuble est transféré du secteur du crédit-bail exonéré dans le secteur de la location simple, la provision constituée antérieurement sous le régime de l'exonération n'est pas retraitée fiscalement dès lors que l'objet de la provision subsiste.

b) Impôts différés

A compter du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l'exercice 2017, l'impact de la charge différée est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s'élève à 3 725 K€.

XV - Consolidation

Néant.

XVI – Produit Net Bancaire

a) Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b) Charges et produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (Art 39), les moins-values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice. S'y ajoutent les plus values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de location et les reprises de provisions spéciales (Art 39), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

XVII – Charges Générales d'Exploitation

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 2 781 K€ contre 2 698 K€ en 2016 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 2 083 K€.

3. Notes sur le bilan

A) opérations en devises

Néant

B) Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	2017	2016
Créances à vue	104 441	109 383
Créances rattachées	-	-
Total à vue	104 441	109 383
Prêt	-	-
Autres créances à terme	-	-
Créances rattachées	-	-
Total à terme	-	-
Créances douteuses sur confrères	335	330
Provisions au 31/12/2016	-323	- 343
Dotations de l'exercice	- 14	-22
Reprise de l'exercice	3	41
Provisions au 31/12/2017	-335	- 323
Total	-	7
Total	104 441	109 390

– Echancier au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an-5 ans	> 5 ans
Créances à vue (hors créances rattachées)	104 441	104 441	-	-	-
Créances à terme (hors créances rattachées)	-	-	-	-	-

C) Opérations avec la clientèle (actif)

En milliers d'euros	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affecturage	Total 2017	Total 2016
Encours sains	11 595	34 070			45 665	34 970
Encours douteux	10 469	-			10 469	16 437
Compte ordinaire débiteur	-				-	629
Provisions au 31/12/2016	- 3 697				-3 697	- 4 806
Dotations de l'exercice	- 638				-638	- 281
Reprises de l'exercice	1 623				1 623	1 391
Autres variations					-	-
Provisions au 31/12/2017	- 2 711	-	-	-	-2 711	- 3 697
Encours nets	19 353	34 070	0	0	53 423	48 339
Créances rattachées	48				48	17
Encours totaux	19 401	34 070	0	0	53 471	48 356

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Douteux compromis	10 469	-2 711	7 758
Total douteux compromis	10 469	-2 711	7 758
Douteux non compromis	0	0	0
Total douteux non compromis	0	0	0
Total	10 469	-2 711	7 758

– Echancier des encours sains au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an-5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	45 665	33 865	3 528	4 071	4 202

D) Obligations et autres titres à revenu fixe

Néant

E) Actions et autres titres à revenu variable

Néant

F) Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

En milliers d'euros	Valeur nette	dont titres cotés	dont titres non cotés
Participations et autres titres détenus à long terme(France)	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	32	-	32
Parts dans les entreprises liées (Etranger)	-	-	-
Parts dans les entreprises liées (Total)	32	-	32
Total 2017	32	0	32
Total 2016	32	0	32

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros	Total	Participations et autres titres détenus à long terme
Valeur brute au 31 décembre 2016	46	
Acquisitions de l'exercice	9	
Cessions de l'exercice	-	
Autres mouvements		
Valeur brute au 31 décembre 2017	55	0
Dépréciations au 31 décembre 2016	- 14	
Dotations de l'exercice	-	
Reprises de l'exercice	-	
Autres mouvements	-9	
Dépréciations au 31 décembre 2017	-23	0
Valeur nette au 31 décembre 2016	32	
Valeur nette au 31 décembre 2017	32	

G) Crédit bail, location avec option d'achat, location simple

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements					Valeur comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en crédit bail											
Immobilier	1 069 862	2 075	-170 202	-19 075	882 660	556 347	60 348	-116 617	-10 243	489 835	392 825
Mobilier	124 338		-37 844	0	86 495	91 399	6 784	-33 899	128	64 411	22 083
France	1 194 201	2 075	-208 045	-19 075	969 155	647 746	67 132	-150 516	-10 115	554 247	414 908
Total immobilisations en crédit bail	1 194 201	2 075	-208 045	-19 075	969 155	647 746	67 132	-150 516	-10 115	554 247	414 908
Immobilisations en location											
Immobilier	31 359	0	-9 644	18 948	40 663	20 170	2 502	-4 251	10 243	28 665	11 999
Mobilier	7 004	0	-533	0	6 470	6 616	255	-528	-128	6 216	255
France	38 362	0	-10 177	18 948	47 134	26 786	2 757	-4 779	10 115	34 880	12 253
Total immobilisations en location	38 362	0	-10 177	18 948	47 134	26 786	2 757	-4 779	10 115	34 880	12 253
Immobilisations en cours											
France CB	7 486	6 174	-7 468		6 192						6 192
France LS	0	0	0	64	64						64
Total immobilisations en cours	7 486	6 174	-7 468	64	6 256						6 256
Acomptes versés fournisseurs											
France CB	0	0	0	0	0						0
France LS	0	0	0	0	0						0
Total acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0						0
Total immobilisations	1 240 049	8 249	-225 690	-63	1 022 545	674 532	69 889	-155 295	0	589 127	433 418

En milliers d'euros	Provisions Art 39 et dépréciation des immeubles				
	Solde au 31/12/2016	Dotations aux Amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Immobilisations en crédit bail					
Immobilier	20 811	7 524	-8 947	0	19 387
Mobilier	14 097	7 780	-14 297	0	7 581
France	34 908	15 304	-23 244	0	26 968
Total immobilisations en crédit bail	34 908	15 304	-23 244	0	26 968
Immobilisations en location					
Immobilier	744	4 432	-3 021		2 156
Mobilier	0	0	0	0	0
France	744	4 432	-3 021	0	2 156
Total immobilisations en location	744	4 432	-3 021	0	2 156
Immobilisations en cours					
France CB					
France LS					
Total immobilisations en cours					
Acomptes versés fournisseurs					
France CB					
France LS					
Total acomptes versés fournisseurs					
Total immobilisations	35 652	19 736	-26 264	0	29 124

Créances douteuses et provisions crédit bail

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail	47 758				57 476
Total Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)	47 758				57 476
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)	-35 650	-12 916	4 768	0	-43 797
Total Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)	-35 650	-12 916	4 768	0	-43 797
Créances rattachées Crédit Bail					

Créances rattachées Crédit Bail	3 447				3 533
Total Créances rattachées Crédit Bail	3 447				3 533
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit bail	15 556				17 212

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Crédit bail compromis	55 733	-43 248	12 485
Total crédit bail compromis	55 733	-43 248	12 485
Crédit bail non compromis	1 743	-549	1 194
Total crédit bail non compromis	1 743	-549	1 194
Total crédit-bail	57 476	-43 797	13 679

Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 432 K€.

Créances douteuses et provisions location simple

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Location simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location simple	2 233				2 294
Total Créances douteuses valeur brute Location simple (1)	2 233				2 294
Provisions sur créances douteuses Location simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location simple	-1 560	-60	14	0	-1 606
Total Provisions sur créances douteuses Location simple (1)	-1 560	-60	14	0	-1 606
Créances rattachées Location simple					
Créances rattachées Location simple	204				30
Total Créances rattachées Location simple	204				30
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location simple	877				718

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis	2 294	-1 606	688
Total Location simple compromis	2 294	-1 606	688
Location simple non compromis	0	0	0
Total Location simple non compromis	0	0	0
Total Location simple	2 294	-1 606	688

Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 78 K€.

G) Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations incorporelles En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Fonds de commerce	5 760				5 760
Droit au bail et droit d'entrée					
Frais d'établissements					
Logiciels	1 227				1 227
Immobilisations incorporelles en cours					
Frais d'établissements SUCC					
Logiciels SUCC					
Valeur brute	6 987	0	0	0	6 987
Amortissements Droit d'entrée	-5 760				-5 760
Amortissements frais d'établissements					
Amortissements Logiciels	-1 227				-1 227
Amortissements Frais d'établissements SUCC					
Amortissements Logiciels SUCC					
Amortissements	-6 987	0	0	0	-6 987
Valeur nette	0	0	0	0	0

Immobilisations corporelles En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Effet CRC	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Terrains	-					-
Constructions : dont	-					-
Gros œuvre	-					-
Façade	-					-

Agencement IGT	-					-
Agencements IAS	-					-
Appartement Adju	-					-
Agencements, aménagements et installations	489					489
Matériel informatique	157					157
Matériels et mobiliers de Bureau	234					234
Matériels de transport	-					-
Matériel et outillage	-					-
Œuvres d'art	-					-
Titres et avances des SCI	-					-
Immobilisations corporelles en cours	-					-
Agencements, aménagements et installations SUCC	-					-
Matériel informatique SUCC	-					-
Matériels de transport SUCC	-					-
Matériels et mobiliers de Bureau SUCC	-					-
Valeur brute	881	0	0	0	0	881
Amortissements Constructions dont :	-					-
Gros œuvre	-					-
Façade	-					-
Agencement IGT	-					-
Agencements IAS	-					-
Amortissements Agencements	- 489		- 0			- 489
Amortissements Matériel informatique	- 157					- 157
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau	- 233		- 1			- 234
Amortissements Matériels de transport	-					-
Amortissements Matériel et outillage	-					-
Provisions Titres et avances des SCI	-					-
Amortissements Agencements SUCC	-					-
Amortissements Matériel informatique SUCC	-					-
Amortissements Matériels de transport SUCC	-					-
Amortissements Mat et mob de Bureau SUCC	-					-
Amortissements	-879	0	-1	0	0	-880
Valeur nette	2	0	-1	0	0	1

H) Autres actifs

En milliers d'euros	2017	2016
Subventions à recevoir		
Autres débiteurs divers	1 085	1 173
Impôt société	148	594
Impôts différés	3 821	7 546
Acompte fournisseurs	25	1 487
Dépôt et cautionnement	3	8
Etat autres impôts et taxes	215	247
Débiteurs divers douteux	0	181
Provisions suspens comptables	- 5	-180
Total	5 294	11 057

I) Comptes de régularisation (actif)

En milliers d'euros	2017	2016
Valeurs à l'encaissement	5 439	8 931
Décaissement en instance		
Appel de fonds à émettre		
Appel en risque	1 429	
Produits à recevoir	163	433
Charges à répartir		
Charges payées d'avance	-	-
Autres	1 846	2 936
Total	8 876	12 301

J) Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	2017	2016
Comptes et emprunts à vue	2 533	3 773
Dettes rattachées		

Total à vue	2 533	3 773
Valeurs données en pension		
Comptes et emprunts à échéance	272 410	367 436
Dettes rattachées	468	560
Total à terme	272 878	367 996
Total	275 411	371 770

– *Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2017*

En milliers d'euros	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an-5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts - Entreprises liées	269 381	19 074	57 844	132 463	59 999
Comptes et emprunts - Entreprises non liées	3 029	166	545	2 318	-

K) Opérations avec la clientèle (passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2017	2016
Comptes à vue	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total à vue	-	-
Comptes à terme	132 890	170 950
Dettes rattachées	1	2
Total à terme	132 892	170 952
Total	132 892	170 952

– *Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2017*

En milliers d'euros	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an-5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	132 890	9 559	40 451	77 886	4 994

L) Dettes représentées par un titre

Néant

M) Autres passifs

En milliers d'euros	2017	2016
Dépôts de garantie	22	40
Fournisseurs (crédit bail et assimilés)	3 154	4 491
Clients	197	987
Etat et autres impôts et Organismes sociaux	8 634	7 391
Impôts société	137	
Impôts différés	-	-
Autres	471	586
Total	12 615	13 494

N) Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'euros	2017	2016
Produits perçus d'avance (1)	1 534	2 009
Comptes d'encaissement	731	2 079
Charges à payer	2 104	1 474
Autres	620	1 682
Total	4 989	7 243

(1) "Les produits perçus d'avance sont constitués exclusivement des régularisations des loyers de crédit-bail."

O) Provisions

En milliers d'euros	2016	Dotations	Reprises	Utilisation	Autres variations	2017
Provisions pour litige fiscal	0	-	-	-	-	0
Provisions pour risque divers	465	-	- 240	-	-	225
Provision pour action gratuite	-	-	-	-	-	-
Provision pour risque LS	98	-	-	- 98	-	0
Provision pour risque suspens comptable	13	-	-	- 13	-	0

Prov pour div dtx	1 500	-	-	-	-	1 500
Provisions pour risques et charges sur suspens charges FGX	-	47				47
Total	2 076	47	-240	-111	0	1 772

P) Dettes subordonnées et autres

En milliers d'euros	2017	2016
Fonds de garantie mutualisés (1)	1 276	1 592
Emprunt subordonné à durée déterminée	-	-
Emprunt subordonné à durée indéterminée	-	-
Charges à payer	-	-
Total	1 276	1 592
<i>(1) montant net des opérations internes</i>		

Q) Capitaux propres**1) Capital**

Au 31 décembre 2017, le capital social de FORTIS LEASE FRANCE s'élève à 94 669 495 euros composé de 13 524 214 parts d'un montant nominal de 7 euros.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement : soit 1 597 milliers d'euros.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	94 669					94 669
Prime d'émission	60 642					60 642
Réserve légale	5 912					5 912
Réserve des plus values à long terme	-					-
Autres réserves	-					-
Provisions réglementées	-					-
Subventions d'investissement	1 935				- 339	1 596
Report à nouveau	42	- 2 891				-2 849
Dividendes	-					-
Résultat net de l'exercice	-2 891	2 891		5 413		5 413
Total capitaux propres	160 310	0	0	5 413	-339	165 384

4. Notes sur le hors bilan**A) Engagements de hors bilan**

En milliers d'euros	2017	2016
Engagements donnés	3 622	10 543
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	3 622	8 096
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit		
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	2 447
Engagements reçus	25 498	40 148
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	3 000
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	15 734	19 916
Engagements de garantie reçus de la clientèle	9 764	17 233

5. Notes sur le compte de résultat**A) Produits et charges d'intérêts**

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	-	5 426	- 2	6 775
Opérations avec la clientèle	1 369	646	666	1 271
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Autres intérêts	-	-	-	-
Total	1 369	6 072	664	8 047

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.

B) Produits et charges sur opérations de crédit bail**a) Produits sur opérations de crédit-bail**

En milliers d'euros	2017	2016
Loyers	82 649	97 050
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	8 947	4 602
Reprises de provisions sur immobilisations	14 297	4 063
Autres reprises de provisions	-	-
Plus values de cession	2 487	1 167
Indemnités de résiliation	10 700	4 444
Produits divers	4 244	1 120
Coût du risque	-8 782	- 4 413
Total	114 542	108 032

b) Charges sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	2017	2016
Dotations aux amortissements	67 132	79 742
Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64)	15 304	15 510
Dotations aux provisions immeubles CB	-	-
Dotations aux provisions immeubles ITNL	-	-
Autres dépréciation	-	-
Moins values de cessions	12 335	5 170
Charges diverses	566	-128
Total	95 337	100 295

C) Produits et charges sur opération de location simple**a) Produits sur opérations location simple**

En milliers d'euros	2017	2016
Loyers	1 271	1 753
Reprises de provisions sur immobilisations	3 021	6 464
Reprises de provisions spéciales (Art. 39)	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
Plus value de cessions	2 229	- 2 544
Indemnités de résiliation	-	-
Produits divers	247	455
Coût du risque	- 49	-23
Total	6 719	6 105

b) Charges sur opérations de location simple

En milliers d'euros	2017	2016
Dotations aux amortissements	2 757	2 598
Dotation sur immobilisations	-	-
Autres dépréciations	-	-
Dotations aux provisions immeubles	4 432	2 331
Moins values de cessions	2 097	737
Charges diverses	1 295	2 039
Total	10 582	7 704

D) Revenus de titres à revenu variable

En milliers d'euros	2017	2016
Parts dans les entreprises liées	-	23
Participations et autres titres à long terme	-	-
Total	0	23

E) Commissions

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	-	234	-	318
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Prestations de services financiers	-	6	-	7
Commissions en risques	-	-	-	-

Total	0	239	0	326
-------	---	-----	---	-----

F) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En milliers d'euros	2017	2016
Sur titres de transaction	-	-
Sur opérations de change	- 0	0
Total	-0	

G) Autres produits et charges d'exploitation bancaire et non bancaire

Néant.

H) Autres produits et charges d'exploitation bancaire et non bancaire

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance	-	-	-	-
Produit des participations aux bénéfices des assurances et autres produits ou charges d'assurance France	271	-	160	-
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	308	-	299	-
Quote-part des opérations faites en commun	37	-	220	-
Autres produits	133	-	111	-
Dotations/Reprises provisions	-	-	-	-
Autres charges	-	125	-	185
Total	751	125	789	185

I) Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	2017	2016
Charges de personnel	-	-
Impôts et taxes	697	348
Autres charges administratives	2 083	2 351
Total	2 781	2 698

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 86 K€. Les audits sont réalisés par les cabinets Mazars et PWC.

J) Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles

En milliers d'euros	2017	2016
Dotations aux amortissements	1	2
Total	1	2

K) Coût du risque

En milliers d'euros	2017	2016
Dotations aux provisions	- 1 417	- 482
Créances irrécupérables couvertes	-	-
Créances irrécupérables non couvertes	-	-
Reprises de provision	2 449	1 372
Récupérations sur créances amorties	-	-
Total	1 032	890

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

L) Impôt sur les sociétés

Fortis Lease France ayant opté pour le maintien de son statut de SICOMI dans le cadre de l'article 96 de la loi de finance pour 1991, le résultat imposable est déterminé après ventilation des charges et produit entre :

- Le secteur exonéré qui comprend toutes les opérations de crédit-bail immobilier antérieur au 31 décembre 1995.
- Le résultat de ce secteur reste soumis à l'obligation de distribution d'au moins 85% de son montant
- Le secteur taxable qui comprend essentiellement les autres produits

En conséquence, le résultat fiscal de l'exercice 2017 se traduit par :

- Résultat sur secteur taxable est bénéficiaire de	1 994 785,35
- Résultat sur secteur non taxable est bénéficiaire de	-175 349,27
- Résultat fiscal 31/12/2017	1 819 436,08

En milliers d'euros	2017	2016
Impôt société	3 862	138
Total	3 862	138

Au titre de 2017, le montant de l'impôt au titre des différences sociales /fiscales est de 3 725 K€.

6. Autres informations

A) Informations relatives aux entreprises liées

En milliers d'euros	Entreprises liées France
Actif	
Créances sur les établissements de crédit	102 523
Créances sur la clientèle	
Actions et autres titres à revenu variable	
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Autres Actifs	
Comptes de régularisation actif	0
Passif	
Dettes envers les établissements de crédit	269 846
Emprunt clientèle	115 154
Emprunt subordonné	
Comptes créditeurs de la clientèle	
Dettes représentées par un titre	
Autres passifs	
Comptes de régularisation passif	2 065
Hors bilan	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	

B) Proposition d'affectation des résultats

en euros	
Résultat de l'exercice	5 413 127,61
Report à nouveau	-2 848 812,89
Total à répartir	2 564 314,72
Réserve Légale	270 656,38
Réserve spéciale des œuvres d'art	
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérés	
Dividende	2 163 874,24 €
Acompte sur dividendes	
Report à nouveau	129 784,10
Total réparti	2 564 314,72

C) Comptabilité sociale et financière et consolidation

- En tant qu'établissement de crédit, FORTIS LEASE FRANCE, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

-Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

-La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

-Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

En milliers d'euros	2017	2016
Résultat comptable avant impôt	9 275	-3 601
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	-3 774	-2 380
Différence entre plus et moins value sociales et financières	2 866	1 381
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-1 313	5 231
Retraitements CRC 2002-03	44	-242
Retraitements contentieux		
Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre	7 098	389

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de FORTIS LEASE FRANCE au 31 décembre 2017 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2017	2016
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	4 458	5 366
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	1 766	3 079
Retraitements CRC 2002-03	-743	-787
Ecart positif Extourne et produits constatées d'avances		0
Réserve financière brute - French - au 31 décembre	5 482	7 658
Réserve financière sur immobilisations non louées	-128	-141
Réserve financière brute French sur immobilisations louées- au 31 décembre	5 354	7 517

c) Consolidation

FORTIS LEASE France est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) Evénements post clôture

Il n'y a aucun événement post clôture.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FORTIS LEASE FRANCE S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration.

Fondement de l'opinion**- Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6 - C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Estimations comptables**Provisionnement du risque de crédit**

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités telles que décrites en notes 2-I et 2-II de l'annexe aux comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au conseil d'administration

Nous remettons un rapport au conseil d'administration qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537 - 2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La-Défense, le 4 mai 2018

Les commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit

Nicolas Montillet
Associé

MAZARS

Claire Gueydan
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de FORTIS LEASE France, sis au 12 rue du port – 92000 Nanterre.